COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE
DEPARTEMENT DES HAUTES ALPES
ARRONDISSEMENT DE BRIANCON

**PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 2 octobre 2014**

Nombre

De conseillers en exercice : 11 de présents : 9 de votants : 11 date de convocation : 26 septembre 2014

*Suite à des erreurs matérielles, cet acte remplace celui t afficher le 21 octobre 2014, il convient de lire :
Concernant les membres du conseil municipal : Maryline au lieu de Marilyne et MEYZENC au lieu de MEYZEN.*

L'an deux mil quatorze le 2 octobre, les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de PUY SAINT ANDRE se sont réunis en mairie, après convocation légale, sous la Présidence de Pierre LEROY, Maire.

Etaient présents : Pierre LEROY, Estelle ARNAUD, Michel CAMUS, Luc CHARDRONNET,
Henri FAURE-GEORS, Jean GABORIAU, Jean-Luc PEYRON, Olivier
REY, Maryline VERKEIN

Absents représentés : Magali MEYZENC donne procuration à Maryline VERKEIN
Alain PROUVE donne procuration à Luc CHARDRONNET

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ayant ouvert la séance, il a été procédé, en conformité avec l'article L2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales, à l'élection, d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil Municipal.

Michel CAMUS est désigné comme secrétaire de séance.

Le conseil approuve et signe le compte rendu du précédent Conseil Municipal réuni en séance publique.

Lecture est donnée de l'ordre du jour :

Ordre du jour

FINANCES

FRAIS D'ETUDES NON SUIVIES DE TRAVAUX
Fixation de la durée d'amortissement

CONVENTION PLURIANNUELLE DE PATURAGE
En forêt communale soumise au régime forestier
Commune / Association Bovine de Ratière

POSTE TECHNIQUE Agent périscolaire
Modification des heures

AIDES FINANCIERES

BUDGET EAU
Mise en place de compteurs de prélèvement
Demande de subventions

DIVERS

SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES HAUTES-ALPES (SYME05)
Modification statutaire

COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)
Désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant

ASSAINISSEMENT / ORDURES MENAGERES
Rapports Annuels sur le Prix et la Qualité des Services publics 2013

Un point a été rajouté à l'ordre du jour

DEMATERIALIZATION DES ACTES ADMINISTRATIFS

Signature d'une convention relative à la télétransmission avec la Communauté de Communes du Briançonnais

Objet : FINANCES

FRAIS D'ETUDES NON SUIVIES DE TRAVAUX

Fixation de la durée d'amortissement

L'objet est : FRAIS D'ETUDES NON SUIVIES DE TRAVAUX

Fixation de la durée d'amortissement

Au lieu de : AMORTISSEMENT DES FRAIS D'ETUDES

Lorsque les études sont suivies de travaux, les frais d'études enregistrés au compte 2031 sont obligatoirement virés à la subdivision concernée du compte 23 lors du lancement des travaux par opération d'ordre budgétaire.

Si les études ne sont pas suivies de réalisation, les frais correspondant doivent être amortis sur une période qui ne peut dépasser cinq ans.

La collectivité a réglé des études non suivies de travaux, celles-ci ont été enregistrées sous les numéros d'inventaire suivant : N° 72 - Maison de la géologie, N° 84 - Installation production énergie, N° 94 - Diagnostic potentiel installation agricole, pour un montant de 16 767.92 €.

Aussi, il convient d'amortir ces études, il est proposé aux membres du conseil municipal de les amortir en 2014 sur une annuité.

Cependant il est nécessaire de fixer la durée d'amortissement pour les futures études non suivies de réalisation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

Autorise l'amortissement des études N° 72, N° 84 et N° 94 en une annuité, en 2014 ;

Demande que les études futures non suivies de réalisation soient amorties sur 1 an.

Objet : FINANCES

CONVENTION PLURIANNUELLE DE PATURAGE

COMMUNE / ASSOCIATION BOVINE DE RATIERE

EN FORET COMMUNALE SOUMISE AU REGIME FORESTIER

L'objet est : CONVENTION PLURIANNUELLE DE PATURAGE

En forêt communale soumise au régime forestier

Commune / Association Bovine de Ratière

Au lieu de : CONVENTION PLURIANNUELLE DE PATURAGE

COMMUNE / ASSOCIATION BOVINE DE RATIERE

EN FORET COMMUNALE SOUMISE AU REGIME FORESTIER

Vu l'Annexe 5 de l'arrêté préfectoral n° 2007-298-21 du 25/10/2007 relatif aux conventions pluriannuelles de pâturage ou d'exploitation agricole

Vu les articles R 214-28 du code financier et L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales **sous forme de vente d'herbes ou de produits dans les cantons reconnus défensables de la forêt communale de Puy Saint André ;**

Après que l'ONF ai déterminé le nombre et l'espèce des animaux qui peuvent être introduits dans chacun des cantons reconnus défensables de la forêt désignée ci-dessus, la Commune de Puy Saint André a entendu procéder à une dévolution amiable de l'exploitation du pâturage.

La commune concède, sous forme de vente d'herbes ou de produits, le pâturage :

Désignation du lot :

Forêt communale de Puy Saint André, cantons reconnus défensables pour la 1^{ère} année de la concession :

PARCELLES FORESTIERES : 1 à 4, 5p, 14p et 21

PARCELLES CADASTRALES (certaines pour partie) : territoire communal de Puy Saint André

- Section A : 5, 6, 599 et 1698

- Section D : 10, 14, 15, 306 à 309, 311, 312, 314, 315, 353, 354, 357, 366, 1190 et 1412

Surface du lot 114.33 ha

Durée de la concession : 5 ans Année 2014 à 2018 - Période d'estivage : du 1^{er} juin au 15 octobre

Conditions financières : Montant de la redevance annuelle : 460 €

Le Conseil Municipal à l'unanimité après en avoir délibéré décide :

d'approuver les termes de la convention ;

d'autoriser le Maire à signer cette convention.

Objet : FINANCES

POSTE TECHNIQUE Agent périscolaire

Modification du nombre d'heures hebdomadaires

Vu la délibération du 10 avril 2013 créant le poste d'adjoint technique 2^{ème} classe non titulaire à temps non complet en raison de 12 heures hebdomadaires ;

Vu le Décret n° 2013-77 du 24 Janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;

Considérant la réforme des rythmes scolaires ;

Il est nécessaire d'assurer un accompagnement supplémentaire de l'école jusqu'au bus et dans le bus tous les mercredis des périodes scolaires à compter du 1^{er} novembre 2014 ;

Aussi il est proposé aux membres du Conseil Municipal de modifier le poste d'adjoint technique 2^{ème} classe non titulaire à temps non complet à raison de 13 heures hebdomadaires par semaine scolaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité et

Approuve la modification du poste d'adjoint technique 2^{ème} classe de 12 heures à 13 heures hebdomadaires par semaine scolaire ;

Autorise le Maire à réaliser et signer toutes les démarches nécessaires au bon fonctionnement de ce poste.

Objet : AIDES FINANCIERES

BUDGET EAU

Mise en place de compteurs de prélèvement

Demande de subventions

L'objet est : BUDGET EAU

Mise en place de compteurs de prélèvement

Demande de subventions

Au lieu de : AIDES FINANCIERES MISE EN PLACE DE COMPTEURS DE PRELEVEMENT

DEMANDE DE SUBVENTION

La commune de Puy Saint André exploite son réseau d'eau potable en régie communale.

La facturation est de type forfaitaire (dérogation préfectorale).

Une demande de subvention a été transmise au Conseil Général et à l'Agence de l'eau le 25 octobre 2013. Afin de mettre à jour les plans de réseau d'eau potable, conformément au décret du 27 janvier 2012.

Afin de respecter l'arrêté du 19 décembre 2011, et suite à l'avant-projet réalisé en août 2014, il convient de poser 3 compteurs de prélèvement.

Le montant estimatif des travaux est de 33 260 € HT (39 912 € TTC).

La collectivité souhaite en complément du premier dossier concernant la mise à jour des réseaux intégrer la pose de compteurs de prélèvement.

Le plan de financement pourrait être :

Montant des travaux.....	33 260 € HT
Maîtrise d'œuvre.....	6 652 € HT
Montant total	39 912 € HT

Aide financière 80 %

Agence de l'eau / Conseil Général	31 930 € HT
---	-------------

Part communale	7 982 € HT
----------------------	------------

Le plan de financement de l'opération dans sa totalité **concernant les plans de réseau d'eau potable et la pose de 3 compteurs de prélèvement** serait :

Montant 62 287 € HT
Aide financière 80 %
Agence de l'eau / Conseil Général 49 870 € HT
Part communale 12 469 € HT

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

Adopte le plan de financement énoncé ci-dessus ;

Autorise le Maire à solliciter auprès de Conseil Général une aide financière auprès du Département et de l'Agence de l'eau ;

Autorise le Département à percevoir pour le compte de notre collectivité, Maître d'ouvrage la subvention attribuée par l'Agence de l'eau et à nous la reverser ;

Autorise le Maire à réaliser toutes démarches nécessaires à la réalisation du dossier.

Objet : DIVERS

SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES HAUTES-ALPES (SYME05)

Modification statutaire

*L'objet est : SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES HAUTES-ALPES (SYME05)
Modification statutaire*

Au lieu de : MODIFICATION STATUTAIRE DU SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES HAUTES ALPES

Lors de l'assemblée générale du Syndicat Mixte d'Electricité des Hautes-Alpes du 26 juin 2014, les élus ont décidé de compléter les compétences obligatoires du syndicat au titre de l'électricité, de la création et de l'entretien des infrastructures de charge de véhicule électrique entraînant ainsi la réadaptation de ses statuts.

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal les statuts modifiés du Syndicat Mixte d'Electricité des Hautes-Alpes adoptés en Assemblée générale le 26 juin 2014 (Délibération n°2014-16).

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur la modification statutaire du Syndicat Mixte d'Electricité des Hautes Alpes proposées.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal à l'unanimité, décident d'approuver la modification statutaire proposée.

Objet : DIVERS

COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)

Désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant

*L'objet est : COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)
Désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant*

*Au lieu de : DESIGNATION D'UN MEMBRE TITULAIRE ET D'UN MEMBRE SUPPLEANT DE LA
COMMISSION D'EVALUATION LOCALE DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)*

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Briançonnais a fixé, par délibération du 21 mai 2014, à 13 titulaires et 13 suppléants le nombre de membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), soit un titulaire et un suppléant par Commune membre.

Il convient donc de désigner un titulaire et un suppléant pour siéger au sein de cette instance ;

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal à l'unanimité :

Désigne Olivier REY comme membre titulaire de la CLECT ;

Désigne Pierre LEROY comme membre suppléant.

Objet : DIVERS

ASSAINISSEMENT / ORDURES MENAGERES

Rapports Annuel sur le Prix et la Qualité des Services publics 2013

L'objet est : ASSAINISSEMENT / ORDURES MENAGERES

Rapports Annuel sur le Prix et la Qualité des Services publics 2013

*Au lieu de : RAPPORTS ANNUEL 2013 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC
Assainissement / ordures ménagères*

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Briançonnais approuvés par Arrêté Préfectoral n° 2011-300-1 en date du 27 octobre 2011 portant compétence en matière de collecte et traitement des déchets ;

Vu l'article L 222465 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Considérant le rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de collecte et traitement des déchets 2013 basé sur le rapport d'activité 2013 du prestataire ;

Après présentation en Commission Technique, Environnement et Développement Durable et en Commission Consultative des Services Publics Locaux, en date du 27 juin 2014.

Le Conseil Municipal :

Prend connaissance du rapport annuel 2013

Objet : DIVERS

DEMATERIALIZATION DES ACTES ADMINISTRATIFS

Signature d'une convention relative à la télétransmission avec la Communauté de Communes du Briançonnais

Le Maire Pierre LEROY rappelle au Conseil Municipal que la mairie de Puy Saint André s'est engagée dans la phase de modernisation technologique dont la dématérialisation des actes administratifs et des pièces comptables. En ce qui concerne la dématérialisation des actes administratifs, il est prévu un moyen de transmission informatique sécurisé avec le contrôle de légalité préfectoral supprimant les impressions papiers, ainsi que de nombreux déplacements à Briançon.

Le principe de la collaboration avec le SICTIAM pour la transmission des données numériques a été validé par le Bureau des Vice-Présidents et la commission administration générale de la CCB. A cet effet, la communauté de communes passera une convention spécifique avec le syndicat pour le compte de l'ensemble des communes. Elle sera son interlocuteur administratif. Les communes auront l'usage de la plateforme de dématérialisation, qui leur sera mise à disposition directement par le SICTIAM. Le coût la première année pour chaque commune comprenant l'adhésion, les logiciels et la formation sera de l'ordre de 2 835 Euros.

Outre la collaboration avec le SICTIAM et la Préfecture des Hautes Alpes, il appartient à chaque commune de passer une convention avec la Communauté de Communes du Briançonnais.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention avec la Communauté de Communes du Briançonnais.

A l'invitation du Maire Pierre LEROY, cette délibération est approuvée à l'unanimité des membres présents et représentés.